

§ 30. Les articles 47 et 48 entrent en vigueur le 1^{er} janvier 1999.

§ 31. Les articles 50 et 56 à 62 entrent en vigueur le premier jour du troisième mois qui suit celui au cours duquel la présente loi aura été publiée au *Moniteur belge*.

§ 32. L'article 74 entre en vigueur le jour de la publication de la présente loi au *Moniteur belge* et au plus tard le 31 décembre 1998.

Art. 81. En ce qui concerne les libéralités visées à l'article 104, 3°, i, du Code des impôts sur les revenus 1992, les articles 2 et 3 de la loi du 14 juillet 1997 modifiant l'article 110 du Code des impôts sur les revenus 1992 en vue d'exécuter l'article 104, 3°, i), du même Code, produisent leurs effets à partir de l'exercice d'imposition 1997 et l'article 4 de la même loi est applicable aux libéralités faites à partir du 14 juin 1996.

En ce qui concerne les libéralités visées à l'article 104, 4°bis, du Code des impôts sur les revenus 1992, l'article 3 de la même loi produit ses effets à partir de l'exercice d'imposition 1996 et l'article 4 de la même loi est applicable aux libéralités faites à partir du 10 avril 1995.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 22 décembre 1998.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,
J.-J. VISEUR

Scellé du sceau de l'Etat :
Le Ministre de la Justice,
T. VAN PARYS

Note

(1) *Références parlementaires* :

Session ordinaire 1997-1998 et 1998-1999.

Chambre des représentants

Documents parlementaires — Projet de loi, n° 1608/1. — Amendements, n°s 1608/2 à 1608/7. — Rapport, n° 1608/8. — Texte adopté par la commission, n° 1608/9. — Amendements, n° 1608/10. — Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat, n° 1608/11.

Annales parlementaires. — Annales de la Chambre : 25 et 26 novembre 1998.

Sénat.

Documents parlementaires. — Projet transmis par la Chambre des représentants, n° 1-1171/1. — Projet non évoqué par le Sénat, n° 1-1171/2.

§ 30. De artikelen 47 en 48 treden in werking op 1 januari 1999.

§ 31. De artikelen 50 en 56 tot 62 treden in werking de eerste dag van de derde maand na die waarin deze wet in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

§ 32. Artikel 74 treedt in werking de dag waarop deze wet in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt en uiterlijk op 31 december 1998.

Art. 81. Wat betreft de in artikel 104, 3°, i, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 vermelde giften, hebben de artikelen 2 en 3 van de wet van 14 juli 1997 tot wijziging van artikel 110 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 met het oog op de uitvoering van artikel 104, 3°, i), van hetzelfde Wetboek, uitwerking met ingang van het aanslagjaar 1997 en is artikel 4 van dezelfde wet van toepassing op de giften gedaan vanaf 14 juni 1996.

Wat betreft de in artikel 104, 4°bis, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 vermelde giften, heeft artikel 3 van dezelfde wet uitwerking met ingang van het aanslagjaar 1996 en is artikel 4 van dezelfde wet van toepassing op de giften gedaan vanaf 10 april 1995.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 22 december 1998.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,
J.-J. VISEUR

Met 's Lands zegel gezegeld :
De Minister van Justitie,
T. VAN PARYS

Nota

(1) *Parlementaire verwijzingen* :

Gewone zitting 1997-1998 en 1998-1999

Kamer van volksvertegenwoordigers

Parlementaire stukken. — Wetsontwerp, nr. 1608/1. — Amendementen, nrs. 1608/2 tot 1608/7. — Verslag, nr. 1608/8. — Tekst aangenomen door de commissie, nr. 1608/9. — Amendementen, nr. 1608/10. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat, nr. 1608/11.

Parlementaire Handelingen. — Handelingen van de Kamer : 25 en 26 november 1998.

Senaat

Parlementaire stukken. — Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers, nr. 1-1171-1. — Ontwerp niet geëvoeerd door de Senaat, nr. 1-1171-2.

F. 99 — 92

[C - 99/03011]

22 DECEMBRE 1998. — Loi portant modification de la loi du 28 décembre 1983 sur le débit de boissons spiritueuses et sur la taxe de patente (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2. Dans l'article 1^{er} de la loi du 28 décembre 1983 sur le débit de boissons spiritueuses et sur la taxe de patente, modifié par l'arrêté royal du 27 novembre 1996, sont apportées les modifications suivantes :

a) le 7° est remplacé par la disposition suivante :

« 7° assiette de l'impôt : quotité du revenu cadastral des endroits et locaux affectés au débit, déterminée par le fonctionnaire compétent de l'administration du cadastre et adaptée annuellement, le 1^{er} janvier, à l'indice des prix à la consommation, conformément à l'article 518, alinéa 2, du Code des impôts sur les revenus 1992; »;

N. 99 — 92

[C - 99/03011]

22 DECEMBER 1998. — Wet tot wijziging van de wet van 28 decembre 1983 betreffende het verstrekken van sterke drank en betreffende het vergunningsrecht (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2. In artikel 1 van de wet van 28 december 1983 betreffende het verstrekken van sterke drank en betreffende het vergunningsrecht, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 27 november 1996, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) de bepaling onder 7° wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 7° grondslag van de belasting : het gedeelte van het kadastraal inkomen van de plaatsen en lokaliteiten bestemd als drankelegenheid, vastgesteld door de bevoegde ambtenaar van de Administratie van het kadaster en jaarlijks op 1 januari aangepast aan het indexcijfer van de consumptieprijsen overeenkomstig artikel 518, tweede lid, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992; »;

b) le 8° est remplacé par la disposition suivante :

« 8° revenu cadastral : le revenu cadastral déterminé en application du titre IX du Code des impôts sur les revenus 1992. ».

Art. 3. L'article 3, § 1^{er}, de la même loi, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 3. § 1^{er}. Pour obtenir la patente, le débitant doit en faire la demande, quinze jours au moins avant le commencement de son exploitation, en adressant une déclaration au service désigné par le ministre des Finances.

Cette déclaration doit indiquer avec précision les endroits et locaux affectés au débit ainsi que le revenu cadastral ou la quotité du revenu cadastral de ces endroits et locaux tel qu'il a été fixé par le fonctionnaire compétent du cadastre.

A la demande du déclarant, l'administration du cadastre lui notifie la quotité du revenu cadastral qui devra être utilisée comme assiette de l'impôt pour la fixation de la taxe de patente. Cette notification lui est remise en double exemplaire.

La déclaration doit être accompagnée :

1° d'un plan du débit daté et signé par le déclarant;

2° d'une copie de l'autorisation délivrée par l'Inspection générale des denrées alimentaires du ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement en application de l'arrêté royal du 4 décembre 1995 soumettant à une autorisation les lieux où des denrées alimentaires sont fabriquées ou mises dans le commerce ou sont traitées en vue de l'exportation;

3° d'un certificat de moralité délivré par l'administration communale du domicile du débitant et des personnes habitant avec lui ou habitant dans l'établissement qui pourraient participer à l'exploitation du débit, qui atteste que ces personnes ne se trouvent pas, en ce qui concerne le débitant, dans l'un des cas d'exclusion prévus par l'article 11, § 1^{er}, ou, en ce qui concerne les autres personnes, dans l'un des cas d'exclusion prévu par l'article 11, § 3;

4° du document de l'administration du cadastre, visé à l'alinéa 3, déterminant l'assiette de l'impôt.

Le plan et la copie de l'autorisation délivrée par l'Inspection générale des denrées alimentaires ne sont pas requis s'il s'agit d'un débit ambulant ou d'un débit occasionnel. ».

Art. 4. L'article 6 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 6. Sans préjudice de l'application de l'article 473 du Code des impôts sur les revenus 1992, tout changement au débit, de nature à en modifier l'assiette de l'impôt, doit être déclaré au service désigné par le ministre des Finances, dans les trente jours de l'achèvement dudit changement. ».

Art. 5. L'article 10 de la même loi est abrogé.

Art. 6. A l'article 11, § 1^{er}, de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

A) le 6° est remplacé comme suit :

« 6° ceux qui ont été condamnés à une peine d'emprisonnement du chef de fraude quelconque de droits et de taxes frappant les alcools et autres boissons spiritueuses, importés, introduits d'un autre Etat membre ou fabriqués dans le pays, notamment du chef de fabrication clandestine d'alcool ou d'un fait assimilé à ce délit ainsi que du chef d'importation frauduleuse, détention ou transport irréguliers d'alcool ou d'autres boissons spiritueuses; »;

B) au 7°, les mots « ou un établissement de prostitution clandestine » sont supprimés;

C) le 9° est remplacé comme suit :

« 9° les incapables; cette interdiction n'est pas applicable si le débit est en fait exploité par un représentant de la personne incapable. ».

Art. 7. L'article 14 de la même loi, modifié par l'arrêté royal du 27 novembre 1996, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 14. La patente pour le débit de boissons spiritueuses à consommer sur place est délivrée moyennant paiement d'une taxe annuelle et indivisible fixée, par année civile, à 10 % du montant de l'assiette de l'impôt indexée.

b) de bepaling onder 8° wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 8° kadastraal inkomen : het kadastraal inkomen vastgesteld met toepassing van titel IX van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992. ».

Art. 3. Artikel 3, § 1, van dezelfde wet wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. 3. § 1. Om de vergunning te verkrijgen, moet de uitbater van een drankgelegenheid ten minste vijftien dagen vóór hij met zijn bedrijf begint daartoe een aanvraag doen door middel van een aangifte bij de dienst aangewezen door de minister van Financiën.

Deze aangifte moet de tot de drankgelegenheid bestemde plaatsen en lokaliteiten nauwkeurig vermelden alsmede het kadastraal inkomen of het afgesplitste gedeelte van het kadastraal inkomen van deze plaatsen en lokaliteiten, zoals dit werd vastgesteld door de bevoegde ambtenaar van het kadaster.

Op verzoek van de aangever, betekent de Administratie van het kadaster hem het afgesplitste gedeelte van het kadastraal inkomen dat zal dienen als heffingsgrondslag van de belasting voor de vaststelling van het vergunningsrecht. Deze betekening wordt hem in tweevoud overhandigd.

De aangifte moet vergezeld gaan van :

1° een door de aangever gedagtekend en ondertekend plan van de drankgelegenheid;

2° een afschrift van de vergunning afgegeven door de Algemene Eetwareninspectie van het ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu overeenkomstig het koninklijk besluit van 4 december 1995 tot onderwerping aan vergunning van plaatsen waar voedingsmiddelen gefabriceerd of in de handel gebracht worden of met het oog op de uitvoer behandeld worden;

3° een verklaring van zedelijkheid, afgegeven door het gemeentebestuur van de woonplaats van de uitbater van de drankgelegenheid en van de bij hem inwonende of in de inrichting wonende personen die aan de exploitatie van de drankgelegenheid zouden kunnen deelnemen, waaruit blijkt dat die personen zich niet bevinden, wat de uitbater betreft, in één van de gevallen van uitsluiting bepaald in artikel 11, § 1, of, wat de andere personen betreft, in één van de gevallen van uitsluiting bepaald in artikel 11, § 3;

4° het in het derde lid bedoelde document van de Administratie van het kadaster, waarin de grondslag van de belasting wordt vastgesteld.

Het plan en de kopie van de vergunning afgegeven door de Algemene Eetwareninspectie zijn niet vereist voor een reizende drankgelegenheid of een occasionele drankgelegenheid. ».

Art. 4. Artikel 6 van dezelfde wet wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. 6. Onverminderd de toepassing van artikel 473 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, moet elke verandering aan de drankgelegenheid die de grondslag van de belasting kan wijzigen, worden aangegeven aan de door de minister van Financiën aangewezen dienst, binnen dertig dagen na de voltooiing van de verandering. ».

Art. 5. Artikel 10 van dezelfde wet wordt opgeheven.

Art. 6. In artikel 11, § 1, van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

A) de bepaling onder 6° wordt vervangen als volgt :

« 6° zij die tot een gevangenisstraf werden veroordeeld wegens fraude van rechten of taksen op alcohol of andere sterke drank, ingevoerd, binnengebracht uit een andere lidstaat of hier te lande vervaardigd, in het bijzonder wegens geheime vervaardiging van alcohol of een daarmee gelijkgesteld delict evenals wegens sluikinvoer, onregelmatig bezit of vervoer van alcohol of andere sterke drank; »;

B) in het 7°, worden de woorden « of een inrichting voor geheime prostitutie » weggelaten;

C) de bepaling onder 9° wordt vervangen als volgt :

« 9° de onbekwamen; dit verbod geldt niet wanneer de drankgelegenheid feitelijk wordt geëxploiteerd door een persoon die de onbekwame vertegenwoordigt. ».

Art. 7. Artikel 14 van dezelfde wet, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 27 november 1996, wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. 14. De vergunning voor het verstrekken van sterke drank voor gebruik ter plaatse wordt afgegeven tegen betaling van een jaarlijks en ondeelbaar recht, vastgesteld per kalenderjaar op 10 % van de geïndexeerde heffingsgrondslag van de belasting.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, lorsque le débitant commence pour la première fois l'exploitation de son débit au cours du deuxième, du troisième ou du quatrième trimestre d'une année, la taxe de patente n'est due qu'à concurrence des trois quarts, de la moitié ou d'un quart, selon le cas.

La taxe de patente est fixée forfaitairement à :

1° cinq mille francs par année civile pour les débits ambulants;

2° cinq cents francs par jour d'exploitation pour les débits occasionnels. Elle couvre l'exploitation pendant une période ininterrompue de 24 heures à compter de l'ouverture du débit et est due en entier pour chaque période commencée.

Celui qui reprend en cours d'année l'exploitation d'un débit pour lequel la taxe de patente a été régulièrement acquittée par le cédant est exonéré du paiement de ladite taxe pour l'année de la reprise. ».

Art. 8. A l'article 15, alinéa 1^{er}, de la même loi, les mots « de la nouvelle valeur locative réelle ou présumée » sont remplacés par les mots « de la nouvelle assiette de l'impôt » et les mots « les travaux de changement ont été achevés » sont remplacés par les mots « le changement a été achevé ».

Art. 9. L'article 16 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 16. La déclaration pour l'obtention de la patente et la déclaration de changement au débit sont vérifiées par le receveur des accises du ressort qui contrôle si l'assiette de l'impôt déclarée correspond à la quotité du revenu cadastral reprise à l'attestation fournie par l'administration du cadastre. ».

Art. 10. A l'article 17, alinéa 2, de la même loi, les mots « la valeur locative par le contrôleur en chef des accises » sont remplacés par les mots « la nouvelle quotité du revenu cadastral indexé » et les mots « l'évaluation du contrôleur en chef des accises » par les mots « l'établissement de la nouvelle quotité du revenu cadastral indexé ».

Art. 11. L'article 18 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 18. Toute réclamation relative à la taxe de patente doit être adressée par écrit au directeur régional des douanes et accises du ressort du débit. Elle doit, à peine de déchéance, parvenir dans les trois mois de la date d'exigibilité de la taxe.

Lorsque la réclamation est relative à l'assiette de l'impôt, le redéuable doit également l'adresser, par lettre recommandée, dans les deux mois de la notification, à l'agent chargé du contrôle du cadastre qui lui a notifié le montant, et y indiquer l'assiette de l'impôt qu'il estime devoir servir de base à la perception de la taxe.

La modification éventuelle du revenu cadastral consécutive à une réclamation régulière contre ce revenu cadastral sort ses effets à l'égard de la taxe de patente lorsqu'elle a porté sur la quotité de ce revenu. Dans ce cas, l'administration du cadastre informe la nouvelle assiette de l'impôt de la manière prévue à l'article 3, § 1^{er}, alinéa 4, 4^o. ».

Art. 12. L'article 21, § 1^{er}, de la même loi est complété par un second alinéa rédigé comme suit :

« En ce qui concerne les visites effectuées par les agents de l'administration du cadastre, les dispositions de l'article 476 du Code des impôts sur les revenus 1992 restent de stricte application. ».

Art. 13. L'article 23 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 23. Sans préjudice des attributions des officiers de la police judiciaire, les agents de l'administration des douanes et accises, ceux de l'administration du cadastre ainsi que les membres de la gendarmerie et de la police communale sont qualifiés pour rechercher et constater seuls toutes les infractions à la présente loi. ».

Art. 14. A l'article 31 de la même loi, les mots « concernant le recouvrement » sont remplacés par les mots « , qui concernent l'exécution parée. ».

In afwijking van het bepaalde in het eerste lid is het vergunningsrecht, naargelang van het geval, slechts voor de drie vierden, de helft of een vierde verschuldigd, wanneer de uitbater van een drankgelegenheid de exploitatie van zijn drankgelegenheid voor het eerst aanvangt in de loop van het tweede, het derde of het vierde kwartaal van een kalenderjaar.

Het vergunningsrecht is forfaitair vastgesteld op :

1° vijfduizend frank per kalenderjaar voor de reizende drankgelegenheden;

2° vijfhonderd frank per exploitatietag voor de occasionele drankgelegenheden. Het dekt de exploitatie gedurende een ononderbroken periode van 24 uren, te rekenen van de opening van de drankgelegenheid, en is geheel verschuldigd voor iedere begonnen periode.

Degene die in de loop van het jaar de exploitatie overneemt van een drankgelegenheid waarvoor het vergunningsrecht regelmatig werd betaald door de overlater is vrijgesteld van de betaling van dat recht voor het jaar van overname. ».

Art. 8. In artikel 15, eerste lid, van dezelfde wet worden de woorden « van de nieuwe werkelijke of vermoedelijke huurwaarde » vervangen door de woorden « van de nieuwe heffingsgrondslag van de belasting » en worden de woorden « de veranderingswerken werden voltooid » vervangen door de woorden « de verandering werd voltooid ».

Art. 9. Artikel 16 van dezelfde wet wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. 16. De aangifte tot het verkrijgen van een vergunning en de aangifte van verandering aan de drankgelegenheid worden door de ontvanger der accijnzen van het gebied geverifieerd. Hij gaat na of de aangegeven heffingsgrondslag van de belasting overeenstemt met het afgesplitste gedeelte van het kadastraal inkomen vermeld in het door de Administratie van het kadaaster aangegeven attest. ».

Art. 10. In artikel 17, tweede lid, van dezelfde wet, worden de woorden « de huurwaarde door de hoofdcontroleur der accijnzen » vervangen door de woorden « het nieuwe gedeelte van het geïndexeerde kadastraal inkomen » en de woorden « de schatting door de hoofdcontroleur der accijnzen » door de woorden « de vaststelling van het nieuwe gedeelte van het geïndexeerde kadastraal inkomen ».

Art. 11. Artikel 18 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 18. Elk bezwaar inzake vergunningsrecht moet schriftelijk worden toegezonden aan de gewestelijke directeur der douane en accijnzen van het gebied waar de drankgelegenheid is gevestigd. Op straffe van verval moet het bezwaarschrift toekomen binnen drie maanden na de datum van de opvorderbaarheid van het recht.

Indien het bezwaar betrekking heeft op de heffingsgrondslag van de belasting, moet de belastingplichtige het per aangetekend schrijven eveneens toezienden aan de ambtenaar van de controle van het kadaaster die hem het bedrag heeft betekend, binnen twee maanden na de betekening, en er de heffingsgrondslag van de belasting in vermelden die naar zijn mening als grondslag voor de heffing moet dienen.

De eventuele wijziging van het kadastraal inkomen ingevolge een regelmatig bezwaarschrift tegen dat kadastraal inkomen heeft uitwerking ten opzichte van het vergunningsrecht wanneer het betrekking had op het afgesplitste gedeelte van dit inkomen. In dat geval, betekent de Administratie van het kadaaster de nieuwe heffingsgrondslag van de belasting zoals bepaald in artikel 3, § 1, vierde lid, 4^o. ».

Art. 12. Artikel 21, § 1, van dezelfde wet wordt aangevuld met een tweede lid luidend als volgt :

« De bepalingen van artikel 476 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 blijven van strikte toepassing voor de visitaties door de ambtenaren van de Administratie van het kadaaster. ».

Art. 13. Artikel 23 van dezelfde wet wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. 23. Onverminderd de bevoegdheden van de officieren van de gerechtelijke politie zijn de ambtenaren van de Administratie der douane en accijnzen, van de Administratie van het kadaaster, alsmede de leden van de rijkswacht en van de gemeentelijke politie bevoegd om, alleen, alle overtredingen van deze wet op te sporen en vast te stellen. ».

Art. 14. In artikel 31 van dezelfde wet, worden de woorden « betreffende de invordering » vervangen door de woorden « , die betrekking hebben op de dadelijke uitwinning ».

Art. 15. A titre transitoire, pour l'année 1999, en ce qui concerne les débits existants au 1^{er} janvier, la taxe de patente sera calculée sur la valeur locative réelle ou présumée telle qu'elle était déterminée par l'article 1^{er}, 7^e et 8^e, de la loi du 28 décembre 1983 sur le débit de boissons spiritueuses et sur la taxe de patente, avant sa modification par l'article 2 de la présente loi.

La taxe ainsi payée fera l'objet d'une régularisation d'office dans le courant de l'année 1999. Cette régularisation ne donne pas lieu à l'octroi d'intérêts moratoires.

Le Roi détermine les modalités de perception et de recouvrement de la taxe de patente due à titre transitoire et de sa régularisation.

Art. 16. La présente loi entre en vigueur le 1^{er} janvier 1999.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 22 décembre 1998.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,
J.-J. VISEUR

Scellé du sceau de l'Etat :
Le Ministre de la Justice,
T. VAN PARYS

—
Note

(1) *Session 1997-1998 :*

Chambre des représentants :

Documents parlementaires. — 1639 - n° 1 : Projet de loi. — 1639 - n° 2 : Amendement. — 1639 - n° 3 : Rapport. — 1639 - n° 4 : Texte adopté par la commission : article 78 de la Constitution. — 1639 - n° 5 : Texte adopté par la commission : article 77 de la Constitution - n° 6 à 8 : Amendements. — n° 9 : Articles adoptés en séance plénière. n° 10 : Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat.

Annales — 18 et 19 novembre 1998.

Session 1998-1999.

Sénat :

Documents parlementaires. — 1825 - n° 1 : Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat.

Art. 15. Als overgangsmaatregel, voor het jaar 1999, betreffende de op 1 januari bestaande drankgelegenheden, zal het vergunningsrecht worden berekend op de werkelijke of vermoedelijke huurwaarde, zoals deze werd bepaald door artikel 1, 7^e en 8^e, van de wet van 28 december 1983 betreffende het verstrekken van sterke drank en betreffende het vergunningsrecht, vóór de wijziging ervan door artikel 2 van deze wet.

De aldus betaalde belasting zal het voorwerp uitmaken van een regularisatie van ambtswege in de loop van het jaar 1999. Deze regularisatie geeft geen aanleiding tot het toekennen van een moratoire rente.

De Koning bepaalt de modaliteiten van de inning en de invordering van het als overgangsmaatregel verschuldigde vergunningsrecht en van de regularisatie ervan.

Art. 16. Deze wet treedt in werking op 1 januari 1999.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 22 december 1998.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,
J.-J. VISEUR

Met 's Lands zegel gezegeld :
De Minister van Justitie,
T. VAN PARYS

—
Nota

(1) *Zitting 1997-1998.*

Kamer van volksvertegenwoordigers :

Parlementaire documenten — 1639 - nr. 1 : Wetsontwerp. — 1639 - nr. 2 : Amendement. — 1639 - nr. 3 : Verslag. — 1639 - nr. 4 : Tekst aangenomen door de commissie : artikel 78 van de Grondwet. — nr. 5 : Tekst aangenomen door de commissie : artikel 77 van de Grondwet. — 1639 - nr. 6 tot 8 : Amendementen. — 1639 - nr. 9 : Artikelen aangenomen in plenaire vergadering. — 1639 - nr. 10 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat.

Handelingen. — 18 en 19 november 1998.

Zitting 1998-1999 :

Senaat :

Parlementaire documenten. — 1825 - nr. 1 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat.

MINISTÈRE DE LA DEFENSE NATIONALE

F. 99 — 93

[98/07295]

22 DECEMBRE 1998. — Loi portant seizième ajustement du Budget général des dépenses pour l'année budgétaire 1998 — Section 16 « Défense nationale » (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 74, 3^e, de la Constitution.

Art. 2. Le budget général des dépenses pour l'année budgétaire 1998 est ajusté, en ce qui concerne la Section 16. — « Défense nationale », conformément aux totaux des programmes figurant dans les tableaux des crédits ajustés annexés à la présente loi.

MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING

N. 99 — 93

[98/07295]

22 DECEMBER 1998. — Wet houdende zestiende aanpassing van de Algemene Uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 1998 — Sectie 16 « Landsverdediging » (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekraftigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 74, 3^e, van de Grondwet.

Art. 2. De algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 1998 wordt, voor wat betreft de Sectie 16. — « Landsverdediging », aangepast overeenkomstig de totalen van de programma's zoals vermeld in de bij deze wet gevoegde aangepaste krediettabellen.